



**PRÉFÈTE
DE L'ISÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité départementale de l'Isère

Grenoble

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 8/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ETABLISSEMENT

VICAT

38390 MONTALIEU-VERCIEU

Références : 2025-Is034TN3

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 8 décembre 2025 dans l'établissement VICAT implanté route des usines, 38390 Montalieu-Vercieu.

L'inspection a porté sur l'examen des suites de l'inspection du 22 novembre 2024.

Le respect de l'APMD DDPP-DREAL UD38-2024-02-16 du 16 février 2024 a été contrôlé.

Les résultats de la surveillance exercée par le site ont été examinés.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETABLISSEMENT VICAT
- Adresse 38390 MONTALIEU-VERCIEU
- Code AIOT dans GUN : 61-2824
- Régime : A - IED
- Statut Seveso : non

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant l'APMD DDPP-DREAL UD38-2024-02-16 du 16 février 2024 :

les opérations de vidange et mise en sécurité du bac de CHV sont sur le point de d'être finalisé soit pour fin 2025, soit pour mi février 2026, compte tenu de l'arrêt de l'usine entre le 20 décembre et mi février 2026 ; L'exploitant doit par ailleurs transmettre le planning de

démantèlement des installations ; ce point de la mise en demeure n'est pas soldé.

Considérant les constats effectués et les enjeux associés, il est demandé à l'exploitant d'effectuer des actions correctives pour les points de constats 4, 5 et 6.

Des observations sont également formulées pour les points 1 et 2.

2-4) Fiches de constats

Suite inspection du 22/11/2024 – Rapport 2024Is073TN3

Point de contrôle 1 : surveillance des eaux souterraines

| |
|---|
| Source : annexe 4 de l'AP-DDPP-DREAL UD38-2021-06-24 du 16/6/2021 |
| Prescription contrôlée Surveillance semestrielle Transmission des résultats commentés Observation 2024: intégrer le TI dans la liste des paramètres. |
| Constats Le thallium a été intégré à la liste des métaux analysés. Transmission des résultats sous la forme d'un tableau avec les résultats de 2020 à 2024. Fréquence semestrielle respectée. Les niveaux piezométriques en mNGF sont donnés dans un document indépendant et confirment la position amont du PZA. Les rapports d'intervention avec les résultats détaillés des analyses sont également transmis. La transmission des résultats est accompagnée de commentaires sur la différence amont aval, la comparaison aux référentiels retenus et l'évolution temporelle (bilans trimestriels) Il n'est pas retenu d'impact significatif sur les eaux souterraines pour 2024 et 2025. |
| Avis de l'inspection des ICPE : Les remarques formulées ont été prises en compte; la surveillance est réalisée suivant les modalités demandées. |
| Proposition de suites : sans suite Observation : intégrer les résultats en mNGF et les résultats d'analyses des métaux dans le bilan annuel. Observation : l'inspection complétera le cadre GIDAF eaux souterraines pour y intégrer le PZ4 afin que l'exploitant puisse transmettre ses résultats complets via GIDAF en 2026. |

Point de contrôle 2 : respect des VL en SO₂

Source : annexe 3 de l'AP-DDPP-DREAL UD38-2021-06-24 du 16/6/2021

Respect des VL SO₂

Observations 2024

Il est demandé à l'exploitant de vérifier :

- que les résultats de son AMS sont exprimés en mg/Nm³ sur gaz sec à 10% 'O₂,
- la bonne utilisation des intervalles de confiance selon guide FNADE relatif à l'incinération et à la co-incinération, version 4 (page 15).

Il est demandé à l'exploitant de revérifier et de justifier la bonne utilisation des intervalles de confiance selon le guide FNADE relatif à l'incinération et à la co-incinération, version 4 (page 15) :

- dans le logiciel de traitement des données de son AMS,
- dans sa méthode de correction des valeurs données par l'AMS pour comparaison aux valeurs externes

Constats

L'examen du bilan 2024 et des 3 premiers trimestres 2025 montrent que le traitement mis en place fonctionne bien.

Le traitement permet le respect des VL (notamment le 400mg/Nm³ en moyenne journalière 90 % du temps) sur 2024 et 2025.

| SO ₂ | Nombre de dépassements journaliers en concentration et flux |
|---------------------|--|
| 2023 | Pas de dépassement de la VL de 500 mg/Nm ³ Respect de la VL à 400 mg/Nm ³ 96% du temps (> 90% sur l'année donc conforme) Pas de dépassement en flux* |
| 2024 | 4 dépassement de la VL de 500 mg/Nm ³ Respect de la VL à 400 mg/Nm ³ 94% du temps (> 90% sur l'année donc conforme) Pas de dépassement en flux pour 6000 Pas de dépassement en flux pour 4800 |
| À fin novembre 2025 | Pas de dépassement de la VL de 500 mg/Nm ³ 22 dépassement de la VL de 400 mg/Nm ³ Pas de dépassement en flux pour 6000 Pas de dépassement en flux pour 4800* |

* L'exploitant doit faire apparaître clairement dans ses bilans l'analyse des dépassements en flux par rapport aux deux valeurs limites de 4800 et 6000 kg/j. L'analyse n'apparaît pas dans les bilans trimestriels 2025 et le bilan annuel pour la valeur 4800.

Pas de dépassement en SO₂ sur les contrôles externes 2024 et 2025.

Le traitement à base de chaux représente un coût de 120 000 euros en 2024 (200 euros la tonne de chaux).

L'exploitant présente un tableau permettant de calculer les valeurs normalisées sans correction de l'IC

(SSTA au sens guide FNADE) à partir des valeurs normalisées corrigées de l'IC (VSTA au sens guide FNADE) et données par l'AMS.

Les formules utilisées sont celles du guide FNADE (révision 4) pages 15 et 16.

Il est demandé à l'exploitant de transmettre sa feuille de calcul à l'inspection.

Avis de l'inspection des ICPE : le traitement des émissions de SO₂ à base de chaux permet de respecter les valeurs limites prescrites

Proposition de suites : observations

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection sa feuille de calcul permettant de passer des données VSTA à SSTA sous 1 mois.

L'exploitant doit faire apparaître clairement dans ses bilans trimestriels et annuel l'analyse des dépassements en flux par rapport aux deux valeurs limites en SO₂ de 4800 et 6000 kg/j.

Point de contrôle 3 : respect des VL en COVT

Source : annexe 3 de l'AP DDPP-DREAL UD38-2021-06-24 du 16/6/2021

Prescription contrôlée

Respect des VL COVT

Constats

Les VL en COVT sont globalement respectées mais on observe une augmentation des dépassements journaliers en 2024.

En 2023 : 3 dépassements en moyenne journalière, 42 dépassements en demi-horaire.

En 2024 : 22 dépassements en moyenne journalière, 12 dépassements en demi-horaire.

En 2025 (de janvier à fin novembre) : 7 dépassements en moyenne journalière, 7 dépassements en demi-horaire.

On note également une augmentation des flux annuels entre 2023 et 2024 pour les poussières et les COVT malgré un fonctionnement plus réduit du four. L'exploitant n'apporte pas d'explication mais cette tendance ne se retrouve pas en 2025.

| Flux annuel en tonnes | Poussières | COVT | Benzene | Taux de marche du four |
|-----------------------|------------|-------|------------|------------------------|
| 2023 | 7,5 | 102,6 | 12,1 | 77,8% |
| 2024 | 9,6 | 120,2 | 11,5 | 67 % |
| 2025 (à fin novembre) | 6,6 | 100 | À calculer | 74,00 % |

L'exploitant confirme que la solution privilégiée en 2022 à savoir la mise en place d'une technologie de précalcination en ligne permettant de diminuer le taux d'oxygène et d'augmenter le temps de résidence des déchets (horizon 2027), est remise en cause par le projet VAIA lié à la décarbonation du site et qui permettrait de traiter les gaz de combustion à horizon 2030.

| |
|--|
| |
| Avis de l'inspection des ICPE : les valeurs limites relatives aux COVT sont globalement respectées. |
| Proposition de suites : sans suite |

Respect de l'APMD DDPP-DREAL UD38-2024-02-16 du 16 février 2024

Il est rappelé que le point relatif à l'Inspection Hors Exploitation détaillée (IHE) du bac FL Nord a été soldé en 2024.

Point de contrôle 4 : démantèlement de la cuve CHV

| |
|---|
| <p>Sources :</p> <p>AP DDPP-DREAL-UD38-2021-06-24 du 16 juin 2021, article 4 point 5 APMD DDPP-DREAL UD38-2024-02-16 du 16 février 2024</p> |
| <p>Prescription contrôlée</p> <p>La société VICAT (SIRET : 05750553900452) est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes avant le 30 juin 2024 :</p> <p>* <u>Pour le bac CHV :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - vidange, mise en sécurité et démantèlement du bac prévus à l'article 4 point 5 des prescriptions techniques de l'AP DDPP-DREAL-UD38-2021-06-24 du 16 juin 2021. <p><u>Demande d'action corrective 2024</u></p> <p>L'exploitant transmet les éléments décrivant la solution retenue et ses modalités de mise en oeuvre avant le démarrage des opérations.</p> <p>Il transmet pour fin janvier 2025 un bilan des opérations réalisées (vidange, mise en sécurité et démantèlement).</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a contracté avec la société SODI, qui effectue ce type d'opération en raffinerie.</p> <p>L'exploitant a tenu l'Inspection régulièrement informée de l'avancée du chantier et des difficultés rencontrées.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant estime qu'il reste environ 60 m3 à évacuer sur les 480 m3 du départ.</p> <p>L'objectif est de terminer le chantier avant le 20 décembre 2025 si possible, date de l'arrêt de l'usine. Si tel n'est pas le cas, le chantier sera achevé en février 2026, au redémarrage du four.</p> <p>L'Inspection a constaté la présence de la société SODI sur le chantier de la cuve ouverte avec des dispositifs permettant de chauffer le produit afin de le transporter par tuyauterie (double paroi chauffée à la vapeur) jusqu'au four.</p> <p>Les opérations sont effectuées par batch d'environ 6m3.</p> |

| |
|---|
| L'exploitant est en cours de consultation pour le démantèlement (découpage et retrait) de la cuve |
| Avis de l'inspection des ICPE: non conforme |
| Proposition de suites : <u>ce point de la mise en demeure n'est pas soldé.</u> L'exploitant doit finaliser l'évacuation et l'élimintaion du CHV, en informer l'inspection et transmettre le planning de démantèlement des installations. Sous 2 mois |

Dispositions en matière de surveillance des rejets et dans l'environnement

Point de contrôle 5 : contrôles ponctuels des rejets atmosphériques

| | | | | | | |
|--|------------|-----|------|-----|-----|--|
| Source : annexe 3 de l'AP DDPP-DREAL UD38-2021-06-24 du 16 juin 2021 | | | | | | |
| Prescription contrôlée | | | | | | |
| Contrôles périodiques sur four et broyeurs par laboratoire externe suivant annexe 3 | | | | | | |
| Constats | | | | | | |
| Concernant les contrôles externes, en 2025, les mesures ont été effectuées par ANECO à l'exception du controle inopiné réalisé par Manumasure. | | | | | | |
| Examen des résultats 2024 (non examiné en 2024) et 2025 | | | | | | |
| Contrôles four 4 + B7 en date du 8/10/2024 : résultats conformes | | | | | | |
| Contrôles four 4 + B7 en date du 12/3/2025 : NC en COVT et NH3 | | | | | | |
| Contrôles four 4 + B7 en date du 11/6/2025 : résultats conformes | | | | | | |
| Contrôles four 4 + B7 en date du 21 juillet 2025 (contrôle inopiné) : NC en poussières, NOx et COVT. | | | | | | |
| Contrôles four 4 + B7 en date du 8 octobre 2025 : résultats conformes | | | | | | |
| Les non conformités ont fait l'objet de commentaires de l'exploitant en date du 13 octobre 2025; les valeurs mesurées sont superieures aux valeurs limites journalières mais inférieures aux valeurs limites demi heures, les moyennes journalières mesurées par l'AMS étant inférieures aux valeurs limites journalières. | | | | | | |
| Contrôle B5 du 12/6/2025 : résultats en poussières conformes | | | | | | |
| Contrôle B6 du 12/6/2025 : résultats en poussières conformes | | | | | | |
| Contrôle BK2 du 13/3/2025: résultats en poussières conformes | | | | | | |
| Contrôle BK3 du 11/3/2025 : résultats en poussières conformes | | | | | | |
| Contrôle BK1 : pas de fonctionnement en 2025 | | | | | | |
| A noter des dépassements du débit autorisé pour B5 et B6 mais flux autorisés non dépassés. | | | | | | |
| L'exploitant réalise une comparaison des résultats des CE et de l'AMS. | | | | | | |
| Les résultats du controle inopiné sont examinés avec l'exploitant. | | | | | | |
| Comparaison des résultats entre CI de juillet 2025 et AMS | | | | | | |
| Mesures du 21/7/2025 | Poussières | NOx | COVT | SO2 | NH3 | |

| | | | | | |
|---------------------------------------|------|-----|------|-----|-----|
| en mg/Nm3 sur sec à 10%O2 | | | | | |
| Résultats CE | 25,4 | 466 | 87,3 | 307 | 8;5 |
| Résultats AMS (avant correction IC95) | 6,7 | 494 | 85,6 | 549 | 49 |

On observe un décalage important sur la mesure de poussières , NH3 et SO2.

Les résultats de la procédure Qual 2 réalisée en juin 2025 par ANECO sont examinés. On note

- un coefficient directeur non compris dans la plage recommandé par le guide FNADE pour poussières et H2O, sans conclusion explicite sur le qual 2,
- un coefficient R2 insuffisant pour O2 mais pas de remise en cause du qual 2 selon ANECO,
- des plages de variation pour établir la droite d'étalonnage qui n'intègrent pas les VL demi horaire – sans aucun commentaire

L'exploitant a prévu de refaire un Qual 2 courant T1 2026 avant de changer l'ensemble de ses appareils AMS courant 2026 puis refaire un nouveau Qual 2.

Le cout des nouveaux AMS est de 350 000 euros.

Avis de l'inspection des ICPE : les contrôles périodiques sont effectués selon les modalités demandées et l'exploitant exploite les résultats pour fiabiliser son autosurveillance.

Proposition de suites : demande d'action corrective

Concernant les Qual 2, il est demandé de justifier les écarts au guide FNADE, de formuler une conclusion plus explicite sur le Qual 2 dans les rapports , en particulier lorsque les conditions du guide FNADE ne sont pas respectées. Cette demande est à transmettre au prestataire.

Point de contrôle 6 : examen du compteur 60h/4h

Source : article 2 point 3.6.1 de l'AP DDPP-DREAL-UD38-2021-06-24 du 16 juin 2021

Prescription contrôlée

Sans préjudice du §1.5 de l'article 3, la durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des installations de co-incinération, de traitement des effluents atmosphériques pendant lesquels les concentrations dans les rejets peuvent dépasser les valeurs limites fixées en annexe 3 (mesures en continu) ne peut excéder quatre heures sans interruption et soixante heures en cumul annuel.

La teneur en poussières des rejets atmosphériques ne doit en aucun cas dépasser 150 mg/m³, exprimée en moyenne sur une demi-heure. En outre, les valeurs limites d'émission fixées pour les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur, exprimées en carbone organique total, ne doivent pas être dépassées.

Les conditions relatives au niveau d'incinération à atteindre doivent être respectées.

Demande d'action corrective 2024

Conformement au guide FNADE pages 12 et 13,

l'exploitant doit intégrer dans le pilotage du four (alimentation en déchets) des actions correctives permettant de respecter le compteur 4 heures pour SO₂, PS, NOx et Hcl.
Pour PS et COT, les exigences supplémentaires en cas de dépassement de la VL demi-heure de 150 mg/Nm³ doivent également être prises en compte.
Délai immédiat.

Constats

| | Compteur 60 h | Compteur 4 h consécutives |
|----------------|---------------|---------------------------|
| 2024 | 21 heures | 0 |
| 2025 (T1 à T3) | 18,5 | 0 |

L'examen de la procédure P18 du 30 juillet 2024 montre que celle-ci ne prévoit pas l'arrêt de l'alimentation en déchets dès le dépassement de la valeur 150 mg/Nm³ en moyenne demi-heure pour les poussières et le COT

Avis de l'inspection des ICPE : conforme pour les compteurs 60h et 4h.

Non conforme pour le pilotage du four.

Proposition de suites : demande d'action corrective

L'exploitant doit intégrer les exigences supplémentaires en cas de dépassement de la VL demi-heure de 150 mg/Nm³ en PS ou COT dans le pilotage du four.
Sous 2 mois

Point de contrôle 7 : surveillance des rejets aqueux dans le Rhône

Source : annexe 4 de l'AP DDPP-DREAL UD38-2021-06-24 du 16 juin 2021)

Prescription contrôlée

Surveillance annuelle sur les 3 rejets d'eaux pluviales.

Constats

Le contrôle annuel 2025 a eu lieu les 2 et 3 octobre sur les 3 points de rejet.

Tous les résultats sont conformes.

Les courbes de température et de pH ne montrent pas de dépassement.

Avis de l'inspection des ICPE : conforme

Proposition de suites : sans suite

Point de contrôle 8 : surveillance dans l'environnement

| |
|--|
| Source : article 3 point 1.7 de l'AP DDPP-DREAL-UD38-2021-06-24 du 16 juin 2021 |
| Prescription contrôlée Mise en place d'un programme de surveillance dans l'environnement. |
| Constats La surveillance porte sur les métaux et les dioxines/furannes via deux matrices : les ray-grass qui permettent une surveillance active et les bryophytes terrestres une surveillance passive. Le rapport de la surveillance 2024 transmis le 20 septembre 2024 ne met pas en évidence d'impact significatif de l'usine sur son environnement. La hausse des concentrations en vanadium et chrome observées en 2022 et 2023 dans les graminées n'est pas retrouvée. |
| Avis de l'inspection des ICPE : conforme |
| Proposition de suites : sans suite |

Point de contrôle 9 : examen de la déclaration GERE

| |
|---|
| Source : AM du 31/01/2008 modifié |
| Prescription contrôlée Toutes les installations classées soumises à autorisation ou enregistrement (à l'exception des élevages 21xx) doivent réaliser annuellement une déclaration de leurs émissions de substances et de leurs déchets produits, réceptionnés, traités et expédiés (le cas échéant) si elles dépassent les seuils de rejets fixés dans l'arrêté. <u>Demande d'action corrective 2024</u> L'exploitant devra expliquer les écarts constatés en détaillant les calculs figurant dans GERE et le rapport annuel. Sous 2 mois |
| Constats Explication apportée dans le courrier du 17/12/2024 <i>SSTA utilisés pour comparaison CE et déclaration GERE</i> <i>et VSTA utilisés pour contrôle des VL et rapport annuel</i> |
| Avis de l'inspection des ICPE : conforme |
| Proposition de suites : sans suite |

Autres points abordés en inspection 2025

surveillance PFAS air à programmer selon Arrêté du 31 octobre 2024 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les émissions atmosphériques des installations d'incinération, de co-incinération et d'autres traitements thermiques de déchets
délai 30 avril 2026

L'exploitant précise que la mesure est prévue en mars 2026.

PAC sur modification réseau incendie en date du 11/9/2025

Création d'une ressource d'eau indépendante et exclusivement dédiée à la défense incendie du site (indépendante de l'alimentation process).

Réserve aérienne de 1232 m3 avec 2 motopompes indépendantes.

Travaux en cours le jour de l'inspection pour une livraison en janvier 2026.

L'inspection transmettra le PAC au SDIS pour information.

L'attention de l'exploitant est attirée sur le fait de ne pas dépasser une pression statique de 8 bars sur son nouveau réseau (préconisation SDIS reprise dans l'AP du site).